



**Procès-verbal du Conseil Académique**  
**Réuni le mardi 3 novembre**  
**Sous la présidence de M. Noel DIMARCQ**  
**Vice-Président Recherche et Innovation**  
**Et la coprésidence de M. Stéphane AZOULAY**  
**Vice-Président Formation**

**N°12/2020**

**ÉTAIENT CONNECTÉS :** Mme ADAM Carine, M. ALLEGRET Jean-Pierre, Mme AYERBE Cécile, Mme BATAZZI Claudine jusqu'à 10H30, Mme BERTONE Manuela, Mme BERTRAND Marie-France, M. BIZIOU Michaël, M. BLANC Frédéric, Mme BLAY-FORNARINO Mireille, Mme BOISSELIER Pauline, M. BONCOMPAGNI Éric, M. BORGESE Mauro Franco, M. BOUISSOU Stéphane, M. BURGER Alain, M. CAILLER Bruno, M. CASSAM-CHENAÏ Patrick, Mme CHRISTIANS Elisabeth, Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne, M. DELLAMONICA Jean, M. DEMESLAY Christopher à compter de 9H30, M. DERSARKISSIAN Samvel, M. DOUAI Ali, M. ESPALLARGAS Jean-Philippe, Mme FEDELE Carine, Mme FERAUD Aurélie, Mme GIACALONE Marjorie, Mme GIBART Laetitia, Mme GUIZOUARN Hélène, Mme GWIZDEK Carole, Mme HAYOTTE Meggy, M. HASSANALY-GOULAMHOUSSEN Rahim, Mme HERITIER Camille, Mme HUEBER Anne-Odile, M. LECOUTEUX Guilhem, M. LEGRAND Olivier, Mme MIGLIACCIO Claire à compter de 10H00, M. MORETTI Laurent, Mme N'AIT BOUDA Faïza, M. PARDIGON Timothée, M. RASSE Paul, M. ROSSO Thierry à compter de 9H45, M. ROULEAU Matthieu, M. SERRANO Benjamin, M. THOMIN Jean-Louis à compter de 10H00, Mme SESSA Virginie, Mme VAN DE WIELE Nathalie, M. VEZIAN Anthony,

**AVAIENT DONNÉ PROCURATION :** Mme BARBIER Claire à Mme FEDELE Carine, M. COURDE Clément à Mme SESSA Virginie, Mme EL SAYED Eva à M. VEZIAN Anthony, M. HASSANALY-GOULAMHOUSSEN Rahim à Mme HAYOTTE Meggy, M. BONCOMPAGNI Éric à Mme N'AIT BOUDA Faïza, Mme COURTIN Christine à M. SIIRIAINEN Fabrice, M. CRISTOFARI Gaël à M. BURGER Alain, M. DA SILVA NEVES Fiorentino à M. ESPALLARGAS Jean-Philippe, Mme DEMARIA Samira à M. ALLEGRET Jean-Pierre, Mme HUEBER Anne-Odile à M. DIMARCQ Noël, Mme MALE Margaux à M. DEMESLAY Christopher à compter de 9H30, M. ZUCKER Arnaud à M. DIMARCQ Noël,

**ÉTAIENT ABSENTS :** M. BURRONI Gaël, Mme CEREZO Delphine, M. DIEDERICHS Thibault, M. GARCIA Dimitri, M. GESBERT David, M. GOSSELET Ryan, M. HACHEM Elie, Mme HOUARA Inès, M. PELLEGRINETTI Jean-Paul, Mme PERALDI-FRATI Marie-Agnès, Mme PLOUVIEZ Mélanie, M. RABIER Quentin, M. REVELLI Gabriel, Mme ROMERO Margarida, M. ROSSI Andréa, M. ROUSSEAU Sylvain, M. SOFIA Pierre Niccolo, Mme WALLISER Elisabeth,

**INVITÉS CONNECTÉS :** Mme Mireille BARRAL, M. CREMOUX Pascal, Mme COLDEFY Anne-Sophie, M. DARMON David, M. LAGADEC Éric, M. LIZON sylvain, Mme MILLET-DEVALLE Anne, Mme THOMAS Catherine, Mme WATINE Marie-Albane, Mme ZERMATI Johanna.

M. AZOULAY ouvre la séance à 9H10.

**Préambule :**

M. AZOULAY et M. DIMARCQ font part de la demande d'ajout d'un certain nombre de points à l'ordre du jour qui concernent :

- Pour la partie Formation :
  - Une nouvelle délégation de pouvoirs du CAC au Président en matière de règlement des études et des règles relatives aux examens compte tenu des dernières mesures de confinement liées à la crise sanitaire,
  - Une révision des MCC PASS-LAS suite à un retour du Ministère qui a relevé un problème de non-conformité sur la version précédemment votée,
  - Le règlement intérieur concours PACES pour la dernière année,
- Pour la partie Recherche :
  - Un changement de Direction Adjointe du Centre de Recherche en Histoire des Idées (CRHI - UPR 4318)
  - Le renouvellement du GDR TRESSES

***L'ajout à l'ordre du jour des points sus-énoncés est approuvé avec 46 voix pour et 6 abstentions.***

## I.- Vie Institutionnelle

### I.- Approbation du procès-verbal du 20 octobre 2020 (parties I, III et IV)

Mme VAN DE WIELE relève que la mention « voté à l'unanimité » pour le DU D2E doit être retirée compte tenu que le vote comptabilisait 9 voix contre et 8 abstentions. M. AZOULAY confirme que la correction va être apportée.

M. DIMARCQ précise, suite à la remarque de M. BLANC, que les parties « Recherche » des derniers PV seront proposées à la validation du prochain CAC en raison d'un retard de transmission. M. AZOULAY ajoute qu'afin de publier au plus tôt les autres parties du PV elles sont soumises dès aujourd'hui à la validation des conseillers.

***Le procès-verbal du 20 octobre (parties I, III et IV) est approuvé avec 51 voix pour et 3 abstentions.***

## II. Vie Universitaire

### III.2.- Politique de santé et politique culturelle : bilan et perspectives

#### II.2.1.- politique de Santé

Le Pr David DARMON Vice-Président en charge de la Politique Santé informe de l'état des lieux, il fait part en préambule, de la restructuration en cours du Service de Santé Universitaire qui permettra le recrutement de médecins pour mettre un terme à la situation actuelle d'absence totale de praticien en poste. Il informe qu'il assure, pour sa part, la charge de Directeur du Service de Santé par intérim. Deux médecins devront donc intégrer l'équipe dès la fin de la semaine.

Il présente ensuite le projet Santé (cf document joint).

Concernant la présence de centres de santé, M. DARMON précise qu'un premier centre est ouvert sur le campus de Saint-Jean d'Angely et qu'une deuxième antenne va voir le jour sur le campus de Sophia-Antipolis. Il ajoute que les actes dispensés dans ces centres sont remboursés par l'assurance maladie.

Concernant la mise en place d'un réseau de médecins généralistes il indique que ce dispositif a vu le jour dans le cadre de la situation sanitaire liée au Covid, les étudiants peuvent ainsi consulter des médecins qui se sont portés volontaires et pour lesquels l'Université fait l'avance des frais de consultation.

Le dispositif de pairs aidants étudiants consiste quant à lui à créer un réseau d'étudiants frappés par une maladie chronique ou un handicap afin qu'ils deviennent une ressource pour d'autres étudiants qui entrent dans le parcours universitaire. Dans le cadre de cette dynamique il rappelle qu'un Centre d'Innovation du Partenariat avec les Patients et le Public a été créé à la Faculté de Médecine. Un partenariat avec certaines associations telles que Humanice est également envisagé.

Il ajoute que les actes de soin dispensés dans les centres de santé sont facturés et remboursés par l'assurance maladie, les sommes perçues par l'Etablissement dans ce cadre sont investies dans des actes non remboursés tels que des consultations de psychologue.

Il ajoute que d'autres partenariats existent notamment avec le Bureau d'Aide Psychologique Universitaire et avec certaines associations mettant en place des villages de prévention santé sexuelle. Il informe enfin de perspectives de

collaborations avec les vice-présidents délégués au Sport et à la Culture autour du sport-santé et de la médiation par l'art autour de la santé.

Mme D'ARRIPE-LONGUEVILLE fait part de ses interrogations sur la possibilité d'élargir les partenariats dans le cadre du recueil de données à des fins de recherche. M. DARMON confirme que l'idée est de mobiliser l'ensemble des acteurs qui sont au fait des problématiques, le réseau de recueil de données déjà en place devra être développé afin de constituer un véritable terrain d'expérimentation.

M. AZOULAY remercie M. DARMON pour sa présentation et souligne le caractère essentiel de la refonte complète du système de santé de l'établissement pour les étudiants. La mise à disposition de fonds ainsi que la création d'une vice-présidence dédiée à la santé témoignent de l'importance accordée par l'Etablissement à cette politique. Il propose enfin qu'un point d'étape, soit présenté au CAC par M. DARMON au terme d'une année, afin de suivre l'avancée des projets.

## **II.2.1.- Politique culturelle**

M. AZOULAY accueille M. Sylvain LIZON Vice-Président Culture et Société et Directeur de la Villa Arson. Il souligne que l'intégration de la Villa Arson en tant qu'établissement composante et le maillage territorial avec l'ensemble des écoles d'art témoignent de l'importance accordée par l'établissement à l'art, la culture et la création qui constituent un axe stratégique original à développer tant d'un point de vue académique lié à l'enseignement et à la recherche, qu'au regard de l'ensemble du public constitué des personnels et des étudiants.

Concernant le bilan de cette politique, M. LIZON fait part d'un contexte où les actions dans le domaine de la culture étaient peu développées et consistaient essentiellement dans l'achat de places de spectacle distribuées gratuitement aux étudiants. La structuration de la Direction de la culture nouvellement mise en place s'inscrit dans une volonté de penser les enjeux culturels et artistiques comme fondamentaux au sein de la stratégie d'UCA compte tenu notamment d'un fort ancrage au territoire (cf présentation jointe).

Il est ainsi rappelé que l'Art, la Culture et la Création constitue l'ADN de la Côte d'Azur. M. LIZON présente ensuite l'articulation de UCArts (nouvelle dénomination de la Direction de la Culture) avec les différents acteurs au sein de l'établissement puis expose les grandes lignes directrices sur lesquelles repose la politique culturelle :

1. Penser la politique culturelle comme une mission essentielle de l'université, un enjeu d'attractivité et de rayonnement.
2. Promouvoir ouverture, exigence et interculturalité comme outils d'appréhension des mondes contemporains.
3. Faire de l'accès à la culture un élément structurant du lien social et de la solidarité : l'enjeu à ce niveau sera de trouver des stratégies afin de supprimer les éléments pouvant constituer des freins à la rencontre avec les œuvres notamment à travers une réflexion sur la mise en place d'une politique tarifaire adaptée en lien avec les collectivités locales et les structures partenaires.
4. Faire dialoguer les acteurs de l'écosystème culturel et artistique du territoire à travers le conseil culturel d'UCArts, l'approche d'UCA dans le domaine culturel devant être pensée dans une stratégie très articulée avec l'écosystème du territoire comme cela se pratique dans les autres domaines. Il est souligné un maillage culturel dans notre Région particulièrement dense qui permettra de développer cette dynamique.
5. Faire émerger les formes artistiques de demain par le soutien à la jeune création. Des appels à projets ont été lancés dans ce cadre afin de soutenir la professionnalisation des diplômés.

M. LIZON expose ensuite le détail du projet de financement du service associant la Contribution Vie Étudiante et de Campus (CVEC), des fonds IDEX et des ressources propres. Puis il fait part de l'organigramme général du service dirigé par M. Julien GAERTNER. Il présente ensuite des exemples d'actions culturelles et de professionnalisation tels que des ateliers confiés à des artistes et des professionnels reconnus, le dispositif ambassadeur.drice culture qui rencontre un franc succès, une offre de places pour les étudiants lancée avec les différentes structures culturelles ainsi que les Masterclasses des écoles d'arts et de design. Il fait part également d'exemples d'actions culturelles construites pour les personnels tels que la Résidence photographique « Regard sur... » avec l'Académie 5 et les ateliers de création (jazz et chœur).

Il donne ensuite un exemple de programmation d'événements qui se sont déroulés dans le cadre lié aux contraintes sanitaires et fait part des perspectives 2021-2022 avec notamment de nouveaux partenariats avec la Métropole NCA. Il termine sa présentation en informant de la création du compte Instagram d'UCArts : @ucarts.culture sur lequel l'actualité des projets menés pourra être suivie.

M. RASSE s'interroge sur l'existence de projets de coopération avec l'EUR CREATES, autre que « Mars aux musée » avec le master EMIC. M. LIZON répond que l'EUR CREATES doit être naturellement pour UCarts le lieu d'expertise et d'exploration spontané dans le champ de la recherche. Il rappelle l'articulation étroite avec l'EUR pour des doctorats par le projet dans les champs de la musique, des arts plastiques, et bientôt du cinéma. Les journées « arts et sciences » s'intègrent également dans ce cadre de coopération et précise qu'un travail visant à poursuivre cette articulation sera mené tant dans le domaine de la recherche que de la formation.

M. LEGRAND rappelle l'existence du statut d'artistes de haut niveau auquel peuvent prétendre des étudiants inscrits dans diverses disciplines et qui ont une pratique régulière et de haut niveau dans le domaine de la culture et notamment des arts vivants. Il s'interroge sur la mise en place d'un lien structurel avec UCarts afin de coordonner les commissions qui doivent chaque année évaluer les dossiers des étudiants désireux d'obtenir ce statut. M. LIZON convient que, compte tenu de l'attractivité grandissante de la thématique, un dispositif plus fluide doit être coconstruit. M. LEGRAND fait part de son souhait d'étendre la charte conclue avec le Conservatoire à Rayonnement Régional à d'autres écoles d'Art.

M. LEGRAND s'interroge ensuite sur l'existence de solutions qui pourraient être proposées pour sauver les arts vivants en grand danger dans la conjoncture actuelle. M. LIZON répond que le principe général est de maintenir les engagements pris avec les artistes concernant notamment les rémunérations et l'accompagnement dans la déclinaison de propositions qui permettront la rencontre avec d'autres publics sous d'autres formats. Une logique de solidarité s'impose donc à l'établissement en cette période.

M. AZOULAY remercie M. LIZON pour son intervention et propose également, pour cette partie, qu'un point d'étape puisse être présenté au CAC au terme d'une année de fonctionnement.

### **III.- Formation**

#### **III.1.- Délégation de pouvoirs du CAC au Président en matière de règlement des études et des règles relatives aux examens**

M. AZOULAY indique que le texte de la délibération n°2020-15 du CAC du 21 avril a été repris et actualisé pour l'année 2020-2021 afin de permettre aux équipes pédagogiques qui le souhaitent de demander la modification de leurs MCC. (cf document joint)

Il rappelle l'obligation de basculer en distanciel les cours et les TD et la possibilité de demander une dérogation au Recteur pour les TP et les formations pour lesquels l'enseignement en présentiel ne peut être dématérialisé. Les composantes devront transmettre des demandes justifiées afin que l'établissement puisse notamment maintenir les séances de TP et d'APS (soumises à dérogation par un décret connexe). Concernant les examens, l'établissement a fait le choix de maintenir le maximum d'examens terminaux en présentiel. Les contrôles continus se tiendront quant à eux en distanciel sauf dérogation particulière. Il sera donc parfois nécessaire pour ce dernier cas d'adapter les MCC, le décret ayant prévu une délégation au Président comme ce fût le cas pour la période de confinement précédente.

M. LEGRAND informe que les 3 EUR de Sciences souhaitent des dérogations pour organiser, dans la mesure du possible, certaines épreuves à fort coefficient en présentiel sur une période réduite. M. AZOULAY confirme cette possibilité d'organiser une période d'examens intermédiaire pendant laquelle les cours sont suspendus et précise que la demande à transmettre au recteur devra être solidement argumentée.

M. AZOULAY explique, à la demande de M. MORETTI, que les documents transmis aux composantes contiennent un tableau récapitulatif ainsi qu'une annexe permettant de décrire les demandes plus en détail.

M. AZOULAY répond enfin à M. BLANC qu'il n'a reçu aucune information concernant les dispositifs qui s'appliquent aux classes préparatoires portées par les lycées.

***La délégation de pouvoirs du CAC au Président en matière de règlement des études et des règles relatives aux examens est approuvée avec 51 voix pour, 1 voix contre et 4 abstentions.***

#### **III.2.- Révision des MCC PASS-LAS**

M. AZOULAY informe que l'établissement avait fait une interprétation des textes qui n'a pas été validée par le Ministère pour les MCC précédemment votées. Ainsi les places du concours avaient été subdivisées par sous-parcours de PASS, or, il est demandé que le PASS soit envisagé comme une formation entière qui ne peut être subdivisée par Conseil Académique n°12 du 3 novembre 2020

sous-parcours et que le classement doit donc s'opérer sur le PASS dans son intégralité. Les documents ont donc été revus pour respecter les observations du Ministère. (cf document joint)

M. BLANC fait part de ses interrogations sur le coefficient 3 voté pour les UE de Santé qui a disparu dans la nouvelle version des MCC.

M. AZOULAY répond à M. BLANC et à M. LEGRAND que la subdivision qui avait été effectuée permettait de ne pas avoir à interclasser les étudiants de PASS dans des sous-parcours différents, pour lesquels la comparaison des notes dans les différentes disciplines semblait trop complexe. Dans la mesure où il ne peut être opéré de classement par sous-parcours, deux options s'offrent à l'établissement : soit ne prendre en compte, dans le classement des étudiants qui ont validé leur année, uniquement les UE communes, soit prendre en compte l'ensemble des UE en retravaillant par le biais de calculs élaborés, les notes des UE non communes pour les normaliser. L'établissement ayant fait le choix de la première option, il n'y a pas lieu d'affecter un coefficient supérieur aux UE santé dans la mesure où elles seront les seules à être prises en compte dans le classement. M. AZOULAY confirme à M. BLANC qu'entre le PASS et le LAS des différences de niveau sur les UE santé pourront exister pour les étudiants qui intégreront la deuxième année mais il indique que les textes prévoient toujours à titre transitoire que 35% des places soient attribuées pour les lauréats du concours LAS et 65% pour le concours PASS avec l'année suivante une répartition à 50% pour chaque groupe.

M. BLANC relève par ailleurs que les MCC restent vagues sur les contenus et la qualité des personnes qui assureront les oraux.

M. AZOULAY répond qu'il s'agit de 2 épreuves orales de 10 mn et que le nombre de personnes présentes dans le jury est cadré par l'arrêté du 4 novembre 2019 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000039309386>), mais que le détail de l'organisation définitive sera fixé d'ici décembre au terme de nouvelles rencontres prévues avec le Ministère.

M. BLANC déplore que le Conseil Académique ait à se prononcer sur des épreuves dont le contenu n'est pas encore précisé. M. AZOULAY convient de ce problème, mais indique que les autres universités ne sont pas non plus en mesure de fournir davantage de précisions. Mme BERTRAND indique que des précisions sont apportées par l'arrêté et que la composition des jurys ne prévoit pas que des enseignants en santé, elle regrette cependant que le Ministère impose une réforme à marche forcée pour laquelle les enseignants n'ont pas les éléments qui leur seraient nécessaire pour anticiper le bon fonctionnement des formations futures.

Mme AYERBE partage la gêne exprimée, au regard des enjeux pour les étudiants, à devoir se prononcer sur des MCC, alors qu'il est constaté un manque flagrant d'informations sur les oraux dont le poids semble considérable. A sa demande sur la possibilité pour le CAC d'émettre une proposition de constitution des jurys, M. AZOULAY répond qu'il convient de se tenir à ce qui est défini par le texte (art.9 de l'arrêté). Mme BERTRAND confirme que le mode de sélection à l'oral est particulièrement perturbant mais qu'il est imposé et que l'établissement n'a pas le choix. La diversité de niveau des étudiants à accueillir en deuxième année constitue également, à ses yeux, un élément qui pose problème et qui pourra amener à devoir adapter les programmes de deuxième année.

M. AZOULAY souligne que, bien que la situation soit compliquée, le contexte sanitaire n'ayant pas permis la tenue d'un certain nombre de réunions préparatoires prévues en amont avec le Ministère, il est toutefois important de voter les MCC aujourd'hui car dans le cas contraire l'Etablissement s'exposerait à des voies de recours.

***Les Modalités de Contrôle des connaissances PASS et LAS sont approuvées avec 26 voix pour, 13 voix contre et 17 abstentions.***

### **III.3.- Règlement intérieur concours PACES**

Malgré la réforme des études de santé, M. AZOULAY rappelle que l'année de PACES est maintenue pour les redoublants qui auront, pour la dernière année, à candidater au concours. Le règlement du concours réactualisé est soumis au vote. (cf document joint)

***Le règlement intérieur concours PACES est approuvé avec 51 voix pour 4 voix contre et 6 abstentions.***

### **III.4.- Créations de DE/DU**

#### **III.4.1-DU ELSE (European Leadership for Safety Education)**

M. AZOULAY invite Mme THOMAS porteuse de ce projet de formation à le présenter.

Mme THOMAS fait part du contexte et indique que l'AIEA a souhaité depuis 2016 que se développent des formations sur la thématique du leadership en sûreté suite aux accidents majeurs, dans le secteur du nucléaire, survenus depuis la fin du siècle précédent qui ont souligné le rôle des hommes et des organisations dans le développement de la sûreté et de la résilience.

Il est proposé avec le DU ELSE, la création d'une formation diplômante en leadership pour la sûreté ancrée également dans la Recherche qui puisse être une formation visible et ambitieuse s'appuyant sur un réseau international et pluridisciplinaire de scientifiques et d'experts. (cf présentation jointe)

Aux interrogations de M. LEGRAND sur les MCC faisant apparaître une obtention de DU à l'année alors que la formation est proposée sur un seul semestre, Mme THOMAS précise qu'il s'agit de débiter la première partie de la formation de deux semaines et demi en septembre et de la terminer au mois de juin de l'année suivante avec un stage d'une durée de 6 mois. M. LEGRAND s'interroge ensuite sur le financement du DU au-delà des 3 années de financement par la Commission Européenne. Mme THOMAS explique qu'au départ il n'y aura pas de frais d'inscription demandé aux étudiants compte tenu du financement européen mais qu'à terme un tarif de 8000 € sera pratiqué. L'Europe devrait toutefois continuer à être financeur des 15 stagiaires INSC pour la prise en compte des frais d'inscription et de l'ensemble des frais de déplacement. Elle répond enfin à M. LEGRAND que le solde positif qui ressort de l'annexe financière sera affecté pour une partie à des investissements qui restent à réaliser et pour une moindre partie au financement de départ du réseau de recherche qui constitue une véritable valeur ajoutée pour cette formation.

Mme BERTONE fait part de son rapport et de son avis favorable sur ce DU (cf document joint). Elle précise qu'il lui avait semblé que les MCC étaient absentes mais que le document figurait finalement bien dans le dossier.

M. AZOULAY fait ensuite part du rapport et de l'avis favorable de Mme DEMARIA (cf document joint), il note que la réponse de Mme THOMAS aux interrogations de M. LEGRAND permet de lever les réserves émises sur la soutenabilité au terme des 3 premières années.

***Le DU ELSE est approuvé à l'unanimité avec 55 voix pour, 1 voix contre et 2 abstentions.***

#### **III.4.1-Certificat d'Initiation à la Recherche en Economie (CIRE)**

M. AZOULAY rappelle que les certificats sont des formations complémentaires diplômantes qui permettent aux étudiants de bénéficier de complément de cours sur la base de quelques UE supplémentaires.

Le rapporteur fait part de son rapport et de son avis très favorable sur ce certificat dont l'objectif est de sensibiliser les étudiants à la recherche en économie dès le niveau de la Licence (cf document joint).

A ses interrogations sur les 57 € de droits systématiques indiqués dans la fiche de soutenabilité, M. AZOULAY précise que les étudiants concernés sont déjà inscrits en licence et n'auront pas, en conséquence, à s'en acquitter.

***Le Certificat d'Initiation à la Recherche en Economie est approuvé avec 54 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions.***

### **IV.- Recherche**

#### **IV.1.- Présentation des missions et des actions « Culture Scientifique et Technique »**

Intervenante :

- Mme Anne Sophie COLDEFY, Chargée de mission Culture Scientifique, UCA

M. Noël DIMARCQ laisse la parole à Mme Anne Sophie COLDEFY pour sa présentation.

#### **Annexe 1 « Présentation de la Culture Scientifique et Technique par Mme Anne Sophie COLDEFY »**

Mme COLDEFY précise que la « Culture Scientifique et Technique » se place à l'interface entre les chercheurs, la communauté scientifique et les usagers (les enseignants, les scolaires et le public au sens large). Elle présente aux conseillers les actions et missions en CSTI (Culture Scientifique Technique et Industrielle) à Université Côte d'Azur (UCA).

En conclusion de sa présentation, Mme COLDEFY expose aux conseillers les thématiques en développement pour les 3 prochaines années :

- Développer l'accompagnement des chercheurs dans la création de supports de médiation scientifique
- Participer au volet CSTI des projets de Recherche (du montage aux justificatifs)
- Développer davantage les liens Science et Société grâce aux partenariats avec les collectivités territoriales, notamment avec la ville de Nice pour le Festival des Sciences, le Café de l'Université

M. Noël DIMARCQ remercie Mme COLDEFY pour son intervention et laisse la parole aux conseillers :

*Un conseiller remarque que le contenu « Culture Scientifique et Technique » s'est considérablement enrichi au fil des années.*

*Il s'interroge sur l'éventualité d'un appel d'offre spécifique de l'ANR pour subventionner les projets « Culture Scientifique et Technique » d'UCA.*

Mme Anne Sophie COLDEFY indique que, dans le cadre de la Loi de Programmation de la Recherche (LPR), il est prévu que l'ANR consacre 1 % de son budget d'intervention au soutien d'opérations de Culture Scientifique, soit en lien avec les projets scientifiques soutenus par l'ANR, soit dans le cadre d'appels à projets spécifiques.

M. Noël DIMARCQ confirme cet objectif de 1% et précise que l'ANR n'a pour l'instant pas encore fixé les dispositifs de financement de la diffusion de la Culture Scientifique.

*Le conseiller s'interroge également sur la participation des secteurs disciplinaires aux actions de « Culture Scientifique et Technique ».*

Mme Anne Sophie COLDEFY précise que la Physique, les Sciences de la Vie et de la Terre ainsi que les Mathématiques sont des disciplines historiques associées à la Culture Scientifique. Elle ajoute que d'autres secteurs disciplinaires participent également aux actions de Culture Scientifique, notamment par l'intermédiaire de la Maison des Sciences, de l'Homme et de la Société Sud Est.

*Un conseiller souligne la participation de plusieurs membres du Conseil Académique à la diffusion de la Culture Scientifique, notamment dans l'arrière-pays, avec l'Association « Science pour tous 06 ».*

*Cette association composée de plus de 50 Chercheurs et Enseignants Chercheurs de haut niveau, propose des conférences accessibles à tout public. Ces conférences ont la particularité d'être données par des chercheurs bénévoles des Alpes-Maritimes (offrant une relation proche entre un chercheur de la région et des citoyens). Il s'interroge sur le partenariat qui pourrait se nouer avec les actions « Culture Scientifique et Technique » d'UCA.*

Mme Anne Sophie COLDEFY précise que le projet « Science pour tous » de diffusion de la Culture Scientifique au sein de l'association est porté par M. Patrick NAVARD, Directeur de Recherche au CNRS au Mines ParisTech. Le service Culture Scientifique et Technique d'UCA subventionne à petite échelle les actions de « Science pour tous 06. » C'est aujourd'hui un partenaire associatif qui propose un catalogue de plus de 200 conférences.

*Un conseiller s'interroge sur le partenariat avec le Projet L@UCA et la communication auprès des Lycées.*

Mme Anne Sophie COLDEFY explique que, sur le projet des « Cordées de la Réussite », elle est en lien avec M. Ali Douai, membre du Conseil Académique et copilote du Projet L@UCA. Elle précise que le service Culture Scientifique et Technique ne se positionne pas sur des thématiques liées à l'orientation. L'objectif principal est de mettre en valeur ce que font les chercheurs dans les laboratoires et d'expliquer les activités scientifiques pour développer l'attractivité de la science auprès du public. M. Ali DOUAI, copilote du projet L@UCA, confirme la volonté de collaborer avec le service Culture Scientifique et Technique sur le volet des Cordées de la réussite. Le projet L@UCA permet également d'identifier des demandes de la part des établissements qui souhaiteraient construire des projets avec des chercheurs

ou donner l'opportunité aux élèves de manipuler du matériel scientifique.

M. Noël DIMARCQ indique que Mme Anne Sophie COLDEFY effectue également un recensement des actions menées en Culture Scientifique et Technique sur le site. Il ajoute que Mme Anne Sophie COLDEFY anime la cellule de Coordination de site sur ce sujet qui réunit l'UCA, les EPST (CNRS, INRIA, INRAE, INSERM), les établissements composantes (OCA, Villa Arson...) et les établissements associés.

Ce groupe d'échange permet de coordonner des actions comme la Fête de la Science ou la Nuit Européenne des Chercheurs. Il est à noter que de nombreuses actions sont déjà existantes et que leur recensement permettra d'améliorer leur visibilité. Ces opérations sont importantes pour sensibiliser tous les publics à la démarche scientifique, mais aussi de combattre l'obscurantisme et la méfiance envers la Science. Les activités sont souvent développées en dehors des activités professionnelles et il est complexe de maintenir la dynamique sur le long terme.

*Un conseiller souhaite mettre en exergue les activités de l'Espace Turing (<http://www.espace-turing.fr/A-propos-de-l-Espace-Turing.html>). Dans le cadre de son activité de culture scientifique, le Laboratoire de Mathématiques J.A. Dieudonné (LJAD - UMR 7351) a créé en octobre 2010 un musée « universitaire » d'informatique et un espace culturel sur les Sciences du numérique, le calcul scientifique et les mathématiques. Cet espace intègre aussi des actions au-delà des mathématiques, notamment avec l'exposition Movimenta (<https://www.movimenta.fr/events/image-mouvement-interactions-entre-science-et-jeux-video/>).*

Mme Anne Sophie COLDEFY précise que cet espace a réservé l'avant-scène du Campus Saint Jean d'Angely pour une exposition, sur la période de Pâques à la fin du mois de Juin.

*Un conseiller précise que le Laboratoire de Mathématique s'est doté d'un Fablab dès 2016 et qu'il existe un partenariat avec le Lycée Professionnel des Eucalyptus. C'est un espace de rencontre et de création collaborative qui permet, entre autres, de fabriquer des objets uniques.*

M. Noël DIMARCQ indique que cette intervention relevait d'un point d'information sur les activités en Culture Scientifique et Technique pour les membres du CAC et, de ce fait, il n'est pas demandé d'avis au CAC. Il annonce qu'un appel à projet (AAP) interne à UCA sera lancé concernant la Culture Scientifique et Technique en décembre 2020.

Une commission ad hoc sera formée à cette occasion pour examiner les projets soumis à cet AAP.

La commission sera composée d'experts de ce domaine d'UCA, de l'Observatoire de la Côte d'Azur (OCA) et également des conseillers du Conseil Académique. La commission sera réunie d'ici la fin mois de Janvier 2021 et une restitution des travaux de la commission sera présentée devant le Conseil Académique

#### **IV.2.- Changement de Direction Adjointe du Centre de Recherche en Histoire des Idées (CRHI – UPR 4318)**

Intervenant:

- M. Noël DIMARCQ

#### **Annexe 2 « Compte rendu du Conseil de laboratoire du CRHI du 22/09/2020 »**

M. Noël DIMARCQ précise que M. Pierre Yves QUIVIGER (PR), précédent Co-Directeur Adjoint du CRHI, est parti en mutation à la rentrée 2020. Pour le remplacer, le conseil de laboratoire du CRHI du 22 Septembre 2020 a donné un avis favorable à l'unanimité à la proposition d'un nouveau Directeur adjoint en la personne de M. Grégori JEAN (PR), proposé par le Directeur du Laboratoire, M. Philippe AUDEGEAN (PR).

M. Noël DIMARCQ précise que Mme Mélanie PLOUVIEZ (MCF) restera Directrice Adjointe du CRHI.

M. Noël DIMARCQ propose de donner un avis favorable à la nomination de M. Grégori JEAN comme Directeur Adjoint du CRHI.



***Le Conseil Académique donne un avis favorable à la majorité à la nomination de M. Grégori JEAN comme Directeur Adjoint du CRHI. (1 voix contre, 1 abstention)***

#### **IV.3.- Renouvellement du GDR TRESSES**

Intervenant :

- M. François GAUTERO, Professeur au Laboratoire J.A. Dieudonné (LJAD - UMR 7351)

**Annexe 3 : « Rapport d'activité 2016-2020 du GDR Tresses et Topologie de basse Dimension (TRESSES)**

**Annexe 4 : « Présentation du GDR TRESSES 2105 »**

M. Noël DIMARCQ laisse la parole à M. François GAUTERO (PR au LJAD) pour la présentation du GDR TRESSES dont il est le correspondant à UCA.

Suite à la présentation, M. Noël DIMARCQ remercie M. François GAUTERO pour son intervention claire et pédagogique sur un sujet complexe.

*M. Noël DIMARCQ s'interroge si les applications et les méthodologies développées dans le cadre du GDR TRESSES concernent d'autres unités de recherche d'UCA.*

M. François GAUTERO précise que les activités concernent actuellement uniquement le LJAD.

*M. Noël DIMARCQ demande des précisions sur le budget annuel du GDR TRESSES et son utilisation.*

M. François GAUTERO indique que le budget annuel du GDR est de 17 000 € (financé par le CNRS). Ce budget est principalement utilisé pour financer les conférences et permettre aux jeunes chercheurs de se déplacer pour présenter leurs travaux. L'objectif est de mettre en avant les travaux des jeunes chercheurs et les aider à se déplacer pour se faire connaître.

*Un conseiller précise que le Laboratoire Inphyni a une activité importante autour de la cryptographie quantique et des applications algorithmiques de la manipulation des objets quantiques et il s'interroge sur les liens possibles avec le GDR TRESSES.*

M. François GAUTERO confirme que des rencontres ont déjà eu lieu à deux reprises à Strasbourg sur le sujet des invariants quantiques et physiques. Il précise qu'il pourrait effectivement exister des interactions à développer.

M. Noël DIMARCQ propose de donner un avis favorable au renouvellement du GDR TRESSES pour la période 2021-2025.

***Le Conseil Académique donne un avis favorable au renouvellement du GDR TRESSES pour la période 2021-2025. (1 voix contre et 1 abstention)***

Un sujet supplémentaire non initialement prévu à l'ordre du jour est discuté suite à l'intervention d'une conseillère, en lien avec le communiqué de la Conférence des Présidents d'Université (CPU) du 29 Octobre 2020 (Cf <http://www.cpu.fr/actualite/lutte-contre-le-covid19-pour-le-soutien-a-tous-les-etudiants/>) sur les règles d'accès aux enseignements en présentiel pour les étudiants de l'université en contradiction de celles appliquées pour les classes préparatoires aux grandes écoles ou les lycées.

M. Stéphane AZOULAY propose de voter sur l'opportunité de rédiger un texte soutenant le communiqué de la CPU mais sans mettre en opposition les étudiants en classes préparatoires et ceux à l'université qui sera par la suite validé par mail.

***Le Conseil Académique vote en faveur de la proposition d'écriture d'un texte qui sera validé par les membres du Conseil Académique dans les jours qui viennent par courrier électronique.***

Pour le Président d'Université Côte d'Azur  
Le Vice-Président Recherche et Innovation



Noël DIMARCQ